

UN PÉTRODINAR BELLIGÈNE

GHASSAN SALAMÉ*

”Les pressions sur les pétromonarchies ont toujours été la règle”

En une décennie, la région du Golfe a subi deux malheurs immenses mais liés : des guerres en chaîne et une baisse continue de ses recettes pétrolières. Les prix hauts des années 1970 avaient créé une véritable accoutumance aux recettes faciles que la décennie suivante n'a guère assurées. Sans pétrole, les gouvernements de la région n'auraient guère eu les moyens de se doter de tous ces arsenaux terrifiants et leurs dictateurs de toutes ces mortelles ambitions. Sans pétrole, les gouvernements du monde auraient trouvé peu de raisons à organiser de coûteuses expéditions punitives dans les eaux du Golfe contre l'Iran hier, contre l'Irak aujourd'hui. Sans pétrole, les Irakiens n'auraient sans doute pas envahi leur petit voisin en vue de le racketter (tous les autres arguments utilisés par Bagdad n'étant qu'un habillage maladroit), les Occidentaux n'auraient sans doute pas cherché à le « libérer » et les frileuses pétromonarchies n'auraient pas suscité ce niveau obsessionnel de convoitise auprès de leurs voisins démunis.

Le moteur de l'agression irakienne

Car la finance est au centre de cette tragédie. Le besoin irakien en argent frais a été le moteur de son agression. Sorti exsangue de sa longue guerre contre l'Iran, obligé de rééchelonner près de 80 milliards de dollars en dettes qu'il n'arrivait pas à rembourser, Bagdad s'est pourtant lancé dans un ambitieux programme d'industrialisation militaire, de reconstruction frénétique de l'infrastructure

urbaine, d'expansion des capacités de production et de raffinage pétrolières. L'Irak – fort du « service » qu'il avait cru avoir rendu à l'Occident et à ses protégés du Golfe en mettant un frein à l'expansion du khomeinisme – pensait pouvoir arracher à l'un et aux autres une période de grâce de trois à cinq ans où il ne débourserait rien, reconstituer un « matelas financier » d'au moins 10 milliards de dollars et ne recommencer à rembourser ses dettes qu'à l'horizon des années 1994-1995, date alors retenue pour la remontée des prix pétroliers.

Le miracle n'est pas venu

Cette stratégie n'a guère reçu l'accueil supputé auprès des créanciers : la Coface française autant que la Sace italienne se sont montrées fermes, le Miti japonais a refusé de garantir de nouveaux prêts. Et cette réticence, golfienne et occidentale, exaspérait les dirigeants d'un Irak où les troubles sociaux suscités par des militaires démobilisés se multipliaient, où l'inflation atteignait 40 %, où le louvoiement entre la libération des prix et leur fixation dirigiste aboutissait à des cycles de renchérissements sauvages et de pénuries.

Le miracle pouvait être produit par une remontée des recettes pétrolières, l'Irak, avec 100 milliards de barils de pétrole en réserves prouvées, étant le second dépositaire de pétrole dans le monde après l'Arabie Saoudite. Mais les prix restaient désespérément bas et, avec à peine 13 milliards de recettes par an, l'Irak devait nécessairement faire des choix : freiner les dépenses militaires (14 milliards de dollars en 1988), réinvestir dans les projets productifs, mettre fin à un populisme bourgeois qui craint la réaction d'une population à qui on imposerait autoritairement de nouvelles privations,

ou encore démocratiser un régime autoritaire et belliqueux pour le doter de nouvelles bases de légitimité.

Ce choix entre le beurre, le canon, les intérêts sur les dettes extérieures et l'exercice exclusiviste du pouvoir, Saddam Hussein n'a pas su le faire. La prise de Koweït, pensée comme le plus grand des rackets, aurait dû assurer la manne extérieure, compensatrice de cette incapacité à choisir entre des contraintes contradictoires. Saddam Hussein avait donc perdu son pari dès le premier jour de l'invasion quand George Bush a gelé les immenses avoirs externes du petit Émirat, privant l'Irak de sa véritable raison d'envahir.

La déroute militaire de l'Irak rejaillit fortement sur l'Opep. Téhéran en a tiré la leçon en appelant en mai 1991 à un dialogue entre producteurs et consommateurs, en pensant l'accroissement de ses recettes par le développement de sa production plutôt qu'au moyen d'un relèvement devenu improbable des prix et en signant un contrat avec Total qui ressemble étrangement aux vieux accords de concession pétrolière hier encore si honnis par les producteurs. L'Algérie, un autre « faucon », propose maintenant une partie de ses gisements à la vente aux compagnies étrangères.

C'est que, pendant la crise, les Saoudiens ont accru leurs capacités de production. Trois producteurs proaméricains (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et Venezuela) se retrouvent à présent avec des capacités de production de plus de 60 % de l'Opep. Tant que les Saoudiens conservent cette situation privilégiée, et tant qu'ils pensent que leur sécurité dépend de la volonté américaine (ce qui est, plus que jamais, le cas), Washington maîtrise le marché pétrolier autant que la sécurité du Golfe. Pour les

États-Unis, qui en sont venus à importer la moitié de leurs besoins en pétrole, ce succès est total.

L'Irak a fait le jeu de l'Amérique

L'adjonction violente de la puissance militaire pour arracher de nouvelles rallonges financières aux pétromonarchies, tentée par les Irakiens au 2 août, s'est retournée contre eux mais aussi contre leurs voisins : les faucons de l'Opep sont une espèce en voie de disparition, les Syriens acceptent de négocier directement avec Israël, les Turcs se résignent à accepter une identité kurde et les pétromonarchies s'accrochent enfin d'une protection américaine rapprochée. À vouloir lier armes et pétrole, l'Irak a fait le jeu de l'Amérique qui, avec des moyens autrement redoutables, a réussi un mariage plus réussi de ces deux facteurs.

Les factures de la guerre qui n'achève pas de s'achever varient, toujours en augmentant. Les Saoudiens estiment la leur à 54 milliards de dollars, les Koweïtiens, à la mi-juillet 1991, cherchaient à emprunter 25 milliards de dollars sur le marché international plutôt que de dépenser leurs réserves. Les Irakiens, eux, cachent soigneusement des estimations qui ne

pourraient qu'incriminer leurs dirigeants, mais les destructions sont spectaculaires. La facture globale de la guerre dépasse sans doute les 400 milliards de dollars, soit quatre fois la somme que Gorbatchev demande aux Occidentaux pour rétablir une économie soviétique.

La lourde facture financière de la guerre

Un aspect central de la guerre (post)moderne est ainsi dévoilé : alors que le nombre des victimes est revu à la baisse, alors que les troupes alliées ont perdu quelques dizaines d'hommes seulement, la facture financière se révèle très lourde. Si on additionne la facture de l'affaire du Koweït à celle de la guerre Irak-Iran, 1000 milliards de dollars pourraient avoir été soustraits en moins de dix ans aux économies des pays riverains du Golfe en destructions, en manque à produire, en armements inutiles sinon contre-productifs.

À l'avenir, les pétromonarchies auront un besoin organique de protection extérieure. Les dépenses militaires de ces pays n'ont été utiles que dans la construction de l'infrastructure nécessaire au déploiement des troupes occidentales. L'accélération des dépenses militaires réservées aux armées de ces pays paraît donc discutable. Car, sur le fond, une économie rentière est une économie d'allocation et non de production où la population a implicitement troqué son exigence de participation politique contre les miettes de la rente. Ni service militaire obligatoire ni paiement d'impôts : la population n'offre qu'une adhésion passive à des régimes claniques qui ont une maîtrise totale sur les recettes pétrolières.

Cette nécessaire protection externe des pétromonarchies est bien plus coûteuse qu'auparavant : la Grande-Bretagne ne monnayait pas sa protection avant son retrait de la zone en 1971 ; les États-Unis, à l'heure de leur double déficit budgétaire et commercial, font payer Koweïtiens et Saoudiens, Allemands et Japonais. Les Émirats épargnés par la tourmente ne sont pas pour autant à l'abri de cette dime. Ils n'ont ainsi joui de leur éloignement du champ de bataille que pour faire face au formidable krach de la banque BCCI dont leur président est aux trois quarts propriétaire. La facture, là aussi, risque fort d'être lourde : 15 à 20 milliards de dollars.

Les ambitions démesurées de l'Irak trouvent ainsi leur contrepartie dans les dépenses des pétromonarchies : du formidable scandale koweïtien de Souk al-Manakh il y a quelques années, au financement de la machine de guerre irakienne puis à celui de la machine de guerre occidentale sollicitée pour venir « casser » la précédente et en passant par le trouble béant de la BCCI, les pays rentiers du Golfe ont, de leurs avoirs financiers, un usage au moins aussi problématique que leur voisin irakien. L'acharnement médiatique contre ce dernier et la complaisance extrême avec les pétromonarchies pourraient, avec une dose de légalisme approprié, relever du droit. Cela n'a rien à voir avec la morale.

Le facteur politique marginal

Face à cette prévalence effective du pétrodinar, et du militaire extrarégional déployé pour protéger ses détenteurs « légaux », ambiguë est toute référence au droit et, surtout, misérable est le politique. Si le discours politique sur la crise était si pauvre, c'est que la politique, dans cette crise, était marginale. Si les phénomènes liés au gouvernement des gens, à leurs aspirations, à leur représentation réelle, à leur avenir étaient noyés sous le flot de portraits complaisants de Tarek Aziz et autres Schwarzkopf, de supputations ignorantes sur les régimes en place et d'éditoriaux définitifs et définitivement plats sur le politique arabe, c'est que ce dernier était le simple témoin impuissant d'une crise financière-militaire dans son essence à laquelle le politique, mais aussi le légal et le moral, étaient des habillages de circonstance. Ni les constructeurs amateurs et peu convaincus d'un « nouvel ordre mondial » ni les dictateurs piégés en panne d'arguments porteurs n'étaient à même d'engager un véritable débat politique.

Car sous le titre assez vague de « sécurité dans le Golfe », on pouvait plus facilement établir un nouvel équilibre des forces qu'un véritable ordre régional. La disponibilité de la puissance américaine fait nécessairement

partie de cet équilibre. La région du Golfe est marquée par un contraste difficilement trouvable ailleurs entre des pays peu peuplés, très riches et mal défendus, et d'autres densément peuplés, militairement plus forts et dans une situation économique et/ou financière médiocre. Seule une adjonction épisodique de puissance extrarégionale (occidentale) peut rétablir l'équilibre au profit des premiers et, partant, du *statu quo*. Cette adjonction de puissance importée s'est faite au dépens de l'Iran en 1988, de l'Irak en 1991 et devrait se répéter à l'avenir lors de l'inévitable émergence d'autres forces hostiles au *statu quo* pétrofinancier.

Saddam, le perturbateur

En effet, les pays environnants la fabuleuse richesse pétrolière du Golfe n'ont jamais accepté la concentration des richesses dans des mains aussi peu nombreuses. Les pressions sur les pétromonarchies ont toujours été la règle. Le voisin le plus perturbateur de l'ordre a été généralement puni, et ceux qui défendaient le *statu quo*, pour leur compte propre autant qu'à l'avantage des pétromonarchies, ont été « récompensés ». Telle fut la position de la Jordanie qui, au cours des années 1960, était accourue au secours des pays du Golfe, cibles des tentatives de déstabilisation de la part de l'Égypte nassérienne. Telle fut la position enviable de l'Irak quand l'Iran khomeiniste paraissait être le danger le plus sérieux.

Telle est devenue, en 1990, la position de l'Égypte et de la Syrie quand l'Irak de Saddam s'est vu amené à jouer le perturbateur. Les protecteurs peuvent devenir des perturbateurs à leur tour et les anciens racketteurs peuvent devenir les garants du *statu quo*. Les acteurs changent mais pas le jeu lui-même, un jeu de pressions tantôt amicales et souvent belliqueuses pour partager avec des émirs faibles et dispendieux les recettes de leur pétrole, pour traduire en avantages financiers une idéologie révolutionnaire ou un bel alignement de chars d'assaut. La guerre du Golfe a clos un épisode sanglant de ce jeu ; elle ne semble pas y avoir mis fin.

* Directeur de recherches au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques.